



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Autorité cantonale de la transparence, de la
protection des données et de la médiation ATPrDM
Kantonale Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz
und Mediation ÖDSMB

La préposée à la transparence et à la protection des
données

Rue des Chanoines 2, 1700 Fribourg

T +41 26 322 50 08
www.fr.ch/atprdm

—
Réf. : MS/al/mas 2025-FP-8

PRÉAVIS – FriPers

du 1^{er} décembre 2025

sur la demande d'accès indirect

du 24 juin 2025

**déposée par la Haute école de gestion Fribourg – Observatoire du logement et
immobilier Fribourg**

I. Préambule

Vu

- les articles 16, 16a et 17a de la loi cantonale du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (ci-après : LCH ; RSF 114.21.1) ;
- l'article 3 de l'ordonnance cantonale du 14 juin 2010 relative à la plateforme informatique contenant les données des registres des habitants (RSF 114.21.12) ;
- la loi cantonale du 22 octobre 2023 sur la protection des données (ci-après : LPrD ; RSF 17.1) ;
- le règlement du 29 juin 1999 sur la sécurité des données personnelles (ci-après : RSD ; RSF 17.15) ;
- les articles 18a, 18b et 18c de la loi cantonale du 7 février 2006 sur la statistique (ci-après : LStat ; RSF 110.1) ;
- l'Annexe 1 de l'ordonnance cantonale du 3 mars 2020 concernant l'exécution des relevés statistiques cantonaux (ci-après : ORStat ; RSF 110.11) ;
- les préavis formulés les 5 juillet et 16 septembre 2019 de la Commission de l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (n° dossier 2019-FP-12) ;
- la décision rendue le 9 octobre 2019 par la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (ci-après : DSJS ; anciennement DSJ) ;
- le courrier du 8 juillet 2022 de la HEG-FR visant à obtenir un préavis positif sur la demande de prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- la réponse du 7 septembre 2022 de l'ATPrDM sur le courrier du 8 juillet 2022 de la HEG-FR ;
- l'échange de courriel du 5 novembre 2025 avec la HEG-FR

l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (ci-après : ATPrDM) formule le présent préavis concernant la requête du 24 juin 2025 par la Haute école de gestion de Fribourg (ci-après : HEG-FR, également la requérante) déposée auprès du Service de la

population et des migrants (ci-après : le SPoMi) et transmise à l'ATPrDM le 1^{er} octobre 2025. Cette requête consiste en une demande d'accès indirect à la plateforme informatique cantonale contenant les données des registres des habitants du canton (ci-après : FriPers).

Par demandes des 28 mai et 14 août 2019, la requérante avait requis un accès indirect aux données suivantes : NAVS (résultat d'une encryption) ; année de naissance ; date de décès ; sexe ; nationalité ; relation d'annonce ; catégorie de ménage ; date de déménagement ; adresse de domicile ; identificateur de bâtiment (EGID) ; identificateur de logement (EWID) ; numéro de ménage ; date de départ ; date d'arrivée ; lieu de provenance et lieu de destination. Cet accès a été octroyé par décision du 9 octobre 2019 de la DSJS (anciennement DSJ). Il a été décidé que l'extraction des données via la plateforme cantonale FriPers s'effectuerait sur une base trimestrielle. Cette extraction partielle a pris fin en 2021.

La mise en place de l'Observatoire du logement et de l'immobilier Fribourg a été confiée à la HEG-FR dans le cadre d'un projet.

Le Grand Conseil de Fribourg a adopté, le 26 mars 2025, une révision partielle de la loi sur la statistique cantonale (LStat ; RSF 110.1), visant notamment à pérenniser l'Observatoire du logement et de l'immobilier Fribourg – la HEG-FR, en lien avec la protection des données, la phase de projet-pilote étant terminé.

Par sa demande du 24 juin 2025, la requérante entend obtenir des extractions de données via la plateforme cantonale FriPers à une fréquence annuelle et de manière rétroactive pour les années 2022 à 2024, puis sur une base annuelle à partir de 2025 inclus.

Il ressort de la séance téléphonique du 5 novembre 2025, dont les discussions ont été confirmées par courriel le même jour, que la requérante demande, afin de combler l'absence de données pour les années 2021 à 2025, la possibilité de recevoir les données correspondant à cette période. En outre, afin de vérifier que les données relatives aux années 2018 à 2021 n'ont pas été altérées par des opérations de nettoyage, elle souhaite également obtenir une nouvelle extraction portant sur ces années. Pour les années ultérieures, la requérante a précisé que l'extraction des données pourrait être effectuée sur une base annuelle, idéalement au 31 décembre de chaque année.

Pour rendre le présent préavis, l'ATPrDM s'est fondée sur les éléments ressortant du formulaire A1 (V10) de demande d'accès à des données des registres des habitants au moyen de FriPers, signé le 24 juin 2025 par la requérante, ainsi que les précédents préavis des 5 juillet et 16 décembre 2019, la décision de la DSJS du 9 octobre 2019, le préavis positif du SiTel en date du 30 septembre 2025 et la séance téléphonique du 5 novembre 2025 avec la requérante.

Elle s'est en outre fondée sur l'avant-projet du 2 juin 2025 concernant l'ordonnance modifiant l'ordonnance concernant l'exécution des relevés statistiques cantonaux (AP-ORStat). Dans l'état actuel de cet avant-projet, la HEG est désignée comme organisme responsable du traitement des données conformément à l'article 18b LStat. Dans son préavis du 7 novembre 2025, l'ATPrDM a en outre préavisé positivement à la désignation de cette autorité.

Il ressort du formulaire A1 (V10) que la requérante requiert un accès indirect aux caractères 2, 14, 16, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 28, 32, 33, 34, 35, 36, 37, avec la possibilité de consulter l'historique de ces données.

Compte tenu du courriel du 5 novembre 2025 ainsi que des précisions apportées par la requérante, la demande d'accès doit être interprétée comme visant **un accès indirect aux caractères 2, 14, 16, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 28, 32, 33, 34, 35, 36 et 37, sans possibilité de consulter l'historique de ces données, celles-ci devant être extraites dans leur état au 31 décembre de chaque année, avec la possibilité d'obtenir les extractions pour les années antérieures, jusqu'en 2018.**

Dans la mesure où la requérante bénéficiait déjà d'un accès limité à une année à FriPers durant la phase de projet pilote, la présente demande peut être considérée comme une nouvelle demande d'accès pour une durée indéterminée et non comme une extension de l'accès précédent.

Le but du présent préavis est de vérifier la licéité du traitement envisagé sous l'angle de la protection des données. Conformément à la liste des caractères accessibles annexée, seul l'accès aux caractères nécessaires à la tâche est admis. La numérotation se réfère également à cette liste.

II. Licéité du traitement

1. Licéité quant à la base légale et quant à la finalité

Conformément aux articles 14 et 17 de la LPrD, la communication régulière des données personnelles de la plate-forme informatique cantonale contenant les données des registres des habitants (FriPers) se fonde sur une base légale, soit les articles 16a et 17a LCH lorsque le destinataire est une personne privée chargée d'une tâche publique.

En outre, le principe de finalité exige que les données soient traitées conformément à l'article 1 LCH (art. 7 LPrD).

2. Licéité quant à la proportionnalité

Les articles 8 LPrD et 16a LCH prévoient que les autorités et administrations publiques accèdent aux données de la plateforme FriPers nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, dans le respect du principe de la proportionnalité.

2.1 Description de l'accomplissement de la tâche

- > L'article 56 Cst-FR prévoit que l'Etat et les communes veillent à ce que toute personne puisse trouver un logement approprié à sa situation et que l'Etat encourage l'aide au logement, la construction de logements et l'accès à la propriété de son logement. La mission de l'Observatoire s'inscrit dans cette tâche publique.
- > Les articles 18a à 18c LStat et l'annexe 1 de l'ORStat visent à traiter des données à des fins statistiques portant sur le marché immobilier.
- > L'article 18a alinéa 2 de la LStat constitue la base légale au sens formel permettant le traitement de certains types de données notamment :
 - les données personnelles (let. a)
 - les données personnelles sensibles relatives à l'aide sociale matérielle, à des activités religieuses, politiques, ou syndicales et à la santé (let. b)
 - les données fiscales relatives à la valeur locative et au revenu du ménage se rapportant aux logements, fournies par le Service cantonal des Contributions (let. c).

- > Conformément à l'article 10 de l'annexe 1 de ORStat, l'enquête s'inscrit dans le système d'information de référence au service de l'immobilier régional. Elle vise à répondre aux besoins des acteurs privés et publics réunis autour de l'Association de l'Observatoire du logement et immobilier Fribourg.
- > En synthèse, la requérante entend répondre aux besoins d'informations stratégiques des acteurs de l'immobilier leur permettant d'agir de manière ciblée pour combler les éventuelles lacunes du marché menant à une meilleure adéquation des logements par rapport aux besoins de la population. Elle a besoin dans ce cadre de données lui permettant de mener cette enquête, laquelle constitue une tâche publique au sens de la LStat et de l'ORStat. La requérante fournira ces informations aux collectivités publiques (canton et communes) les données nécessaires pour fonder leurs décisions en matière de politique du logement. Il permettra également aux acteurs privés (régies immobilières, promoteurs, propriétaires institutionnels, particuliers, etc.) de suivre l'évolution du marché immobilier fribourgeois avec une grande efficacité, en vue d'adopter des stratégies répondant aux besoins (Message 2022-DEEF-53 du 10 février 2025).

2.2 Nécessité de l'accès

Il convient ainsi à ce stade d'examiner la nécessité de l'accès indirect aux caractères **2, 14, 16, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 28, 32, 33, 34, 35, 36 et 37** sur tout le territoire cantonal, sans restriction géographique. Le droit de l'accès indirect porte également sur l'extraction des données pour les années 2018 à 2025.

La requérante souhaite accéder au caractère **2** (numéro d'assuré AVS (NAVS13)), afin de disposer d'un élément d'identification univoque et fiable et de s'assurer que chaque donnée hébergée sur la plateforme est bien reliée informatiquement à la bonne personne, ceci dans le but de produire des indicateurs socio-démographiques.

La communication du NAVS est régie par la loi du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS ; RS 831.10). Le NAVS est attribué notamment à toute personne qui est domiciliée en Suisse ou y a sa résidence habituelle (art. 50c al. 1 let. a LAVS). Selon l'article 153b LAVS, l'utilisation du NAVS est réputée systématique lorsque l'intégralité, une partie ou une forme modifiée de ce numéro est liée à des données personnelles collectées de manière structurée. Seules les autorités, organisations et personnes définies dans la loi sont habilitées à utiliser le NAVS de manière systématique (art. 153c al. 1 LAVS). En sus des administrations fédérales, cantonales et communales (art. 153c al. 1 let. a ch. 1 à 3), cette habilitation bénéficie également aux établissements de formation dans la mesure où l'exécution de leurs tâches légales le requiert (art. 153c al. 1 let. a ch. 5 LAVS).

De plus, les autorités, organisations et personnes habilitées à utiliser le numéro AVS de manière systématique ne peuvent l'utiliser que si elles ont pris les mesures techniques et organisationnelles décrites à l'article 153d LAVS.

Dans le cas d'espèce, la HEG-SO est un établissement de formation au sens de l'article 153c alinéa 1 lettre a chiffre 5 LAVS. Le rapport d'évaluation du 22 décembre 2023 relatif au projet pilote de l'Observatoire précise que toutes les données personnelles sont conservées sur un serveur sécurisé à l'intérieur de la HES-SO Fribourg et ne sont accessibles qu'aux personnes autorisées, via un réseau interne. La diffusion des résultats ne comporte aucun élément permettant d'identifier des personnes ni un logement. Seuls des indicateurs avec des données agrégées et anonymisées sont publiés. Il ressort du formulaire A1 (V10) que les accès à cette base de données interfacée de l'UA sont gérés par trois

personnes de la HEG-FR. En outre, la requérante demande que les identifiants fournis par le SPoMi soient pseudonymisés. Au vu de ce qui précède, l'accès au caractère 2 paraît manifestement nécessaire à la requérante pour accomplir sa tâche. Ainsi, cet accès respecte le principe de la légalité et de la proportionnalité (art. 4 LPrD).

La requérante demande à obtenir uniquement l'année de naissance (caractère **14**), et non la date de naissance complète. Cette donnée permettra à la requérante de regrouper les individus par tranches d'âge pour des analyses socio-économiques comme le ratio de pièces occupées par classe d'âge. Il apparaît dès lors suffisant et proportionné de disposer de l'année de naissance pour constituer les classes d'âge.

Les caractères **16** et **20** contiennent le sexe et la nationalité. Selon la séance téléphonique du 5 novembre 2025, ces données serviront à établir des statistiques fondées sur des indicateurs socio-économique. À titre d'exemple, la requérante pourrait mesurer l'effort que les personnes de familles monoparentales doivent supporter pour le loyer. Ainsi, il apparaît nécessaire que la requérante puisse disposer de ces accès.

Le caractère **19** (date de décès) est nécessaire à la requérante pour vérifier la cohérence et la qualité des données locatives. Cette donnée lui permettra d'établir des statistiques cohérentes, qui indiquent si le logement est vacant, par exemple, en raison d'un déménagement de la personne ou d'un décès. L'accès à ce caractère est donc admissible.

La requérante sollicite l'accès aux caractères **24** (relation d'annonce), **25** (date d'arrivée), **27** (date de départ) et **33** (date de déménagement). Elle souhaite calculer des indicateurs de mobilité résidentielle et le taux de rotation locative des logements locatifs dans l'agglomération fribourgeoise. Ces caractères sont nécessaires à la requérante pour pouvoir effectuer des statistiques sur la durée d'absorption des logements reloués, qui correspond à la différence en nombre de jours entre la fin du bail précédent et le nouveau bail recensés dans les relevés des professionnels durant la période observée. Ainsi, l'accès à ces caractères est indispensable à la requérante pour l'accomplissement de sa tâche.

Les caractères **26** (lieu de provenance) et **28** (lieu de destination) contribuent à permettre l'analyse des dynamiques de flux migratoires internes et intercommunaux. Ils sont nécessaires à la requérante pour mesurer finement l'occupation réelle des logements et générer des indicateurs socio-économiques nécessaires pour pouvoir effectuer des statistiques sur le taux de logements vacants et le taux de rotation des locataires. Ainsi, la requérante doit accéder à ces caractères. Selon l'article 18a alinéa 4 de la LStat, le Conseil d'Etat détermine, par voie d'ordonnance, quelles données personnelles et fiscales peuvent être traitées ; ainsi que les modalités du traitement des données, y compris l'appariement. Conformément aux articles 1 et 2 de l'annexe 1 de l'ORStat, la requérante (art. 1) peut obtenir des informations complémentaires à l'échelle régionale sur le parc de logements par la collecte de données anonymisées relatives aux états locatifs (art. 2) comme les identifiants interne et fédéral du bâtiment (ch. 2), l'adresse (ch. 3), et les identifiants interne et fédéral du logement (ch. 6). Ainsi, la requérante peut avoir accès à ces caractères **32** (adresse de domicile), **34** (identificateur de bâtiment, EGID), **36** (identificateur de logement, EWID), car ils sont prévus par une disposition légale au sens de l'article 5 alinéa 1 et 2 LPrD. Le traitement de ces données par la requérante est également prévu par l'AP-ORStat.

La requérante sollicite également l'accès aux caractères **35** (catégorie de ménage) et **37** (numéro de ménage). Le caractère **35** (catégorie de ménage) indique si la personne vit dans un ménage privé, un ménage collectif ou un ménage administratif. Le caractère **37** (numéro de ménage) offre une traçabilité générale du ménage. Ces données peuvent constituer des données personnelles sensibles (art. 4 al. 1 let. c ch. 1, 2 et 5 LPrD), parce que la catégorie de ménage permet de déduire des informations sur la perception de l'aide sociale, les activités religieuses, politiques, syndicales ou les éléments médicaux. Or, bien que leur traitement demeure limité, il requiert une base légale formelle, conformément à l'article 5 alinéa 2 lettre a de la LPrD, entre autres raison pour laquelle l'article 18a alinéa 2 lettre b LStat a été prévu. Il apparaît donc nécessaire d'avoir accès aux caractères **35** (catégorie de ménage) et **37** (numéro de ménage) pour que la requérante puisse établir des indicateurs par type de ménage et calculer les revenus totaux par logement. La requérante pourra effectuer des relevés statistiques et établir précisément la charge financière que représente le logement dans les ménages fribourgeois, ce qui constitue un renseignement essentiel en matière de politique du logement du canton et des communes (Message 2022-DEEF-53). Ainsi, l'accès à ces caractères est admissible.

Selon la séance téléphonique du 5 novembre 2025, la requérante n'a pas besoin d'accéder à l'historique complet, puisqu'un état arrêté au 31 décembre de chaque année lui suffit. Toutefois, afin de combler l'absence de données pour les années 2021 à 2025, la requérante a manifesté son besoin de recevoir les informations correspondant à ces périodes. Et pour vérifier que les données pour les années 2018 à 2021 n'ont pas été altérées par d'anciennes opérations de nettoyage, la requérante a indiqué son souhait de recevoir également une nouvelle extraction portant sur ces années. En effet, elle a effacé les données originelles conformément au principe de la proportionnalité. Il est donc justifié de lui donner accès à l'extraction des données de 2018 à 2025 afin d'assurer une continuité méthodologique et temporelle dans l'analyse du marché locatif.

Enfin, il convient de rappeler que toutes les données personnelles doivent être détruites une fois les statistiques réalisées, mais au plus tard dans un délai de cinq ans, comme le prévoit d'ailleurs l'article 19 alinéa 2 AP-ORStat.

III. Conclusion

L'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation émet un préavis **favorable** à la demande de l'accès indirect de la Haute école de gestion Fribourg – Observatoire du logement et immobilier Fribourg aux caractères **2, 14, 16, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 28, 32, 33, 34, 35, 36, 37**, avec certaines réserves :

- > NAVS 13 : uniquement à des fins d'identification de la personne. Ce numéro devra être le résultat d'une encryption suffisamment forte afin qu'il ne soit pas décodé. En outre, la clé de chiffrement doit être en main du SPoMi. Ce dernier devra avoir une clé de chiffrement différente pour chaque traitement, à savoir une clé solide et spécifique à ce traitement ;
- > date de naissance : uniquement l'année de naissance, sans le jour et le mois ;
- > l'entrée en vigueur de la révision de l'ORStat et la désignation de la HEG-FR en qualité d'organisme responsable de l'exécution des relevés et du traitement des données nécessaires ;

enregistrés dans la plateforme informatique cantonale contenant les données des registres des habitants (FriPers). Le préavis favorable s'étend à l'extraction des données déjà reçues dans le cadre du projet-pilote portant sur les années 2018 et suivantes, dans leur état au 31 décembre de chaque année.



IV. Remarques

- > Les dispositions légales pertinentes doivent être respectées, notamment celles en matière de protection des données. Les données qui sont accessibles à la direction requérante ne doivent être consultées que pour l'accomplissement de ses tâches. Les dispositions pénales sur le secret de fonction s'appliquent : les données consultées ne doivent pas être communiquées à d'autres organes publics ou à des personnes privées.
- > Toute modification de l'accès devra être annoncée et notre Autorité se réserve le droit de modifier son préavis.
- > Les dispositions figurant aux articles 50 alinéa 1 lettre f, 54 alinéa 1 lettre k, 57 et 58 LPrD sont réservées.
- > Le présent préavis sera publié.

Martine Stoffel

Préposée cantonale à la transparence et à la protection des données

Annexe

—

Liste des caractères

V. Annexe

A cocher		Caractères	Disponibilités selon mode d'accès				Raisons	Bases légales	Visa ATPrDM
			Consul-tation	Téléchargement		Inter-façage (RE-WS)			
				.csv	.xml				
1	<input type="checkbox"/>	Identifiant communal de la personne	✓	✓	✓	✓			
2	<input checked="" type="checkbox"/>	Numéro d'assuré AVS (NAVS13)	✓	✓	✓	✓			✓
3	<input type="checkbox"/>	Nom officiel	✓	✓	✓	✓			
4	<input type="checkbox"/>	Nom de célibataire	✓	✓	✓	✓			
5	<input type="checkbox"/>	Nom d'alliance	✓	✓	✓	✓			
6	<input type="checkbox"/>	Nom selon le passeport étranger	✓	✓	✓	✓			
7	<input type="checkbox"/>	Nom alias	✓	✓	✓	✓			
8	<input type="checkbox"/>	Autres nom	✓	✓	✓	✓			
9	<input type="checkbox"/>	Nom selon déclaration	✓	✓	✓	✓			
10	<input type="checkbox"/>	Prénoms officiels	✓	✓	✓	✓			
11	<input type="checkbox"/>	Prénom usuel	✓	✓	✓	✓			
12	<input type="checkbox"/>	Prénoms selon passeport étranger	✓	✓	✓	✓			
13	<input type="checkbox"/>	Prénoms selon déclaration	✓	✓	✓	✓			
14	<input checked="" type="checkbox"/>	Date de naissance	✓	✓	✓	✓			✓
15	<input type="checkbox"/>	Lieu de naissance	✓	✓	✓	✓			
16	<input checked="" type="checkbox"/>	Sexe	✓	✓	✓	✓			✓
17	<input type="checkbox"/>	Etat civil	✓	✓	✓	✓			
18	<input type="checkbox"/>	Date d'événement d'état civil	✓	•	✓	✓			
19	<input checked="" type="checkbox"/>	Date de décès	✓	✓	✓	✓			✓
20	<input checked="" type="checkbox"/>	Nationalité	✓	✓	✓	✓			✓
21	<input type="checkbox"/>	Lieux d'origine	✓	✓	✓	✓			
22	<input type="checkbox"/>	Type d'autorisation	✓	✓	✓	✓			
23	<input type="checkbox"/>	Commune d'annonce	✓	✓	✓	✓			
24	<input checked="" type="checkbox"/>	Relation d'annonce	✓	✓	✓	✓			✓
25	<input checked="" type="checkbox"/>	Date d'arrivée	✓	✓	✓	✓			✓
26	<input checked="" type="checkbox"/>	Lieu de provenance	✓	✓	✓	✓			✓
27	<input checked="" type="checkbox"/>	Date de départ	✓	✓	✓	✓			✓
28	<input checked="" type="checkbox"/>	Lieu de destination	✓	✓	✓	✓			✓
29	<input type="checkbox"/>	Communes de domicile secondaire	✓	✓	✓	✓			
30	<input type="checkbox"/>	Commune de domicile principal	✓	✓	✓	✓			
31	<input type="checkbox"/>	Adresse postale	✓	✓	✓	✓			

A cocher		Caractères	Disponibilités selon mode d'accès				Raisons	Bases légales	Visa ATPrDM
			Consul- tation	Téléchargement		Inter- façage (RE- WS)			
				.csv	.xml				
32	<input checked="" type="checkbox"/>	Adresse de domicile	✓	✓	✓	✓			✓
33	<input checked="" type="checkbox"/>	Date de déménagement	✓	✓	✓	✓			✓
34	<input checked="" type="checkbox"/>	Identificateur de bâtiment (EGID)	✓	✓	✓	✓			✓
35	<input checked="" type="checkbox"/>	Catégorie de ménage	✓	✓	✓	✓			✓
36	<input checked="" type="checkbox"/>	Identificateur de logement (EWID)	✓	✓	✓	✓			✓
37	<input checked="" type="checkbox"/>	Numéro de ménage	✓	✓	✓	✓			✓
38	<input type="checkbox"/>	Appartenance religieuse	✓	✓	✓	✓			
39	<input type="checkbox"/>	Langue de correspondance	✓	✓	✓	✓			
40	<input type="checkbox"/>	*Nom du conjoint(e) ou du/de la partenaire enregistré(e)	✓	•	✓	✓			
41	<input type="checkbox"/>	*Prénom du conjoint(e) ou du/de la partenaire enregistré(e)	✓	•	✓	✓			
42	<input type="checkbox"/>	*Date de naissance du conjoint(e) ou du/de la partenaire enregistré(e)	✓	•	✓	✓			
43	<input type="checkbox"/>	*Sexe du conjoint(e) ou du/de la partenaire enregistré(e)	✓	•	✓	✓			
44	<input type="checkbox"/>	*Nom des enfants mineurs	✓	•	•	•			
45	<input type="checkbox"/>	*Prénom des enfants mineurs	✓	•	•	•			
46	<input type="checkbox"/>	*Date de naissance des enfants mineurs	✓	•	•	•			
47	<input type="checkbox"/>	*Lieu de naissance des enfants mineurs	✓	•	•	•			
48	<input type="checkbox"/>	*Sexe des enfants mineurs	✓	•	•	•			
49	<input type="checkbox"/>	*Nom et prénoms actuels du père (si dans même commune)	✓	•	✓	✓			
50	<input type="checkbox"/>	*Nom et prénoms actuels de la mère (si dans même commune)	✓	•	✓	✓			
51	<input type="checkbox"/>	*Nom et prénoms du père à la naissance de l'enfant	✓	✓	✓	✓			
52	<input type="checkbox"/>	*Nom et prénoms de la mère à la naissance de l'enfant	✓	✓	✓	✓			